

# **Capital social, société civile, réseaux**

**Coordonné par le Dr SYLLA Kalilou**

## **Contexte et problématique**

Le capital social offre un cadre multidisciplinaire pour analyser les questions liées au développement. Cette notion est au centre d'une forte controverse au niveau de sa définition depuis son utilisation pour la première fois en 1916. Les différentes définitions du capital social ont mis l'accent entre autres sur les normes, la réciprocité et la confiance qui permettent à la société d'être efficace.

Malgré l'utilisation abondante du capital social dans la littérature, aucune définition ne permet de couvrir toutes les dimensions de cette notion. Cependant, des efforts importants ont été déployés notamment par la Banque Mondiale et d'autres auteurs pour trouver le lien entre le capital social et la croissance, le capital social et l'éducation à travers ses liens avec le capital humain, le capital social et la démocratie à travers le niveau d'engagement citoyen et le capital social et le niveau d'investissement.

Ces travaux permettent de mettre en lumière les limites des théories du développement et offre une opportunité pour prendre en compte les contraintes spécifiques de l'Afrique de l'Ouest dans l'analyse de sa trajectoire de développement.

## **INTERROGATIONS MAJEURES**

A part la recherche d'un consensus sur la définition du capital social, Il convient d'utiliser cette notion pour comprendre la place de la culture dans le développement. Dans ce cas, le capital social n'aura pas uniquement une externalité positive comme les auteurs précédents ont tenté de le démontrer. Quel est donc le rôle de la culture dans le développement ? La réponse à cette interrogation devrait prendre en compte les aspects positifs et négatifs de la culture dans notre région. Un autre sentier intéressant est à explorer pour comprendre les raisons de l'engagement civique et le renforcement de la démocratie en vue de comprendre le clientélisme qui l'accompagne et qui constitue un frein à son efficacité.

Dans le même temps, les perspectives offertes par le développement de la 'troisième voie' c'est-à-dire la société civile é travers sa capacité de mobilisation du financement, de création de l'emploi devra aussi être un centre d'intérêt.

D'ou le débat sur l'importance de la société civile dans le développement dans notre région. Il semble que le constat qui est fait actuellement sur cette troisième voie se focalise trop sur ses faiblesses et n'évoque pas souvent les efforts pour améliorer l'efficacité de cette société civile. Or, la société civile est au cœur de la formulation de l'opinion publique qui constitue selon Ghandi la température de la société. La question de son financement par extérieur pose un problème crucial de l'orientation des stratégies de développement. A la lumière de ce développement, Il est important de se poser la question suivante : quelle est l'utilité de la société civile dans le processus de développement ? Et, quelle est la meilleure stratégie pour faire face à son financement ? Par ailleurs, le débat sur les réseaux ainsi que leurs influences sur la prise de décision notamment politique est aussi un champ d'analyse à explorer. Les réseaux peuvent avoir des externalités positives à travers notamment la société de savoir.

Mais, en même temps, la criminalité du fait de réseaux indépendants et autonomes utilise le capital social pour accroître son efficacité.

En outre, une des voies d'analyse reste la religion et ses interrelations avec le politique et l'économique. L'Afrique de l'Ouest offre des exemples pratiques où la religion joue un rôle important dans l'efficacité sociale par la réduction des coûts de transactions et le développement d'un environnement de confiance. Cependant, une question demeure : dans quelle mesure la religion demeure un danger pour le développement ?

Enfin, le secteur informel demeure l'ultime recours aux échecs des politiques. Il constitue une sorte de filet de sécurité pour faire face à la vulnérabilité d'une grande majorité de la population en Afrique de l'Ouest. Deux interrogations majeures émergent relativement au secteur informel : quelle politique mettre en place pour mieux prendre en compte ce secteur dans le développement ? Quel cadre institutionnel faut-il mettre en place pour l'accompagner ?

### **TRAVAIL A FAIRE PAR LE CONTRIBUTEUR**

Au regard de l'analyse précédente et des perspectives pour l'Afrique de l'Ouest, il est demandé, au contributeur, une tentative de définition du capital social dans un cadre multidisciplinaire en vue de mieux prendre en compte certaines préoccupations de développement qui ne sont pas suffisamment prises en compte dans l'analyse actuelle du développement notamment le rôle des réseaux, des associations et de la culture. En même temps, le contributeur devra être critique vis-à-vis de ce concept qui constitue aujourd'hui un 'concept de refuge' qui permet aux spécialistes en sciences sociales de régler leurs divergences profondes du passé.

Enfin, le contributeur devra aborder les questions importantes liées au développement à partir du concept de capital social notamment le rôle et l'utilité de la société civile, la restructuration du secteur informel pour accroître son rôle dans le développement. Il devra aussi proposer une tentative de réponses aux questions soulevées dans la section relatives aux interrogations majeures.